

Index AI : PRE01/598/2013
13 November 2013

Sri Lanka. Le Commonwealth ne doit pas fermer les yeux devant la répression qui s'abat sur la société civile

Les dirigeants du Commonwealth doivent profiter de leur réunion qui se tient cette semaine à Colombo pour exiger des autorités sri-lankaises qu'elles mettent un terme à leur répression inquiétante de la société civile, a déclaré Amnesty International mercredi 13 novembre 2013.

Ce 13 novembre au matin, des militaires ont empêché de nombreux proches de disparus de participer à un rassemblement silencieux pour les droits humains organisé à Colombo. C'était la plus récente des mesures prises par l'armée pour tenter d'étouffer la liberté d'expression et de réunion avant la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (CHOGM ou RCGC), qui doit se tenir du 15 au 17 novembre.

« D'aucuns s'étonneront que, à la veille de la réunion, le gouvernement sri-lankais se sente libre de bafouer des droits intrinsèques de la Charte du Commonwealth. Une telle répression de la société civile était cependant prévisible, et les dirigeants du Commonwealth ne doivent pas se contenter de fermer les yeux », a déclaré Steve Crawshaw, directeur du bureau du secrétaire général d'Amnesty International, actuellement à Colombo où il représentera l'organisation.

« Le Sri Lanka tente de se servir de la réunion au sommet pour effacer son bilan désastreux en matière de droits humains et pour dissimuler les atteintes à ces droits qui se poursuivent encore aujourd'hui. Il ne faut pas que le gouvernement puisse échapper encore une fois à ses responsabilités. »

Le 13 novembre, l'armée a empêché un grand nombre de proches de disparus, venus en car depuis la province à majorité tamoule du nord du pays, de participer au festival des droits humains Samagi, à Colombo. Samagi est un « CHOGM alternatif » organisé par des groupes de défense des droits humains.

« Il s'agit là d'une volonté flagrante des autorités de réprimer le droit de protester pacifiquement. Cela s'est déjà vu à maintes reprises au Sri Lanka, où le gouvernement a tout fait ces dernières années pour faire taire l'opposition, a ajouté Steve Crawshaw.

« Il est à noter que le Commonwealth est resté honteusement silencieux ces derniers temps. Il n'a toujours pas condamné les violations des droits humains qui, de toute évidence, continuent de sévir au Sri Lanka. »

Les autorités sri-lankaises ont pris des mesures pour empêcher toute manifestation publique à Colombo pendant le sommet. Le gouvernement a intensifié la répression contre l'opposition et toute voix discordante à l'approche de la réunion : des militants de l'opposition, des journalistes et des défenseurs des droits humains, entre autres, ont été harcelés ou menacés.

De plus, des experts internationaux des droits humains se sont vu refuser l'autorisation d'entrée sur le territoire. L'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (IBAHRI) a dû

annuler une réunion prévue cette semaine, ses représentants et la rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats de l'ONU n'ayant pas obtenu le permis de se rendre au Sri Lanka.

« Cette évolution des choses confirme ce qu'Amnesty International avance depuis longtemps. Compte tenu du bilan catastrophique du Sri Lanka en matière de droits humains et de son refus de se pencher sur les atrocités qui se poursuivent encore, le pays n'aurait jamais dû être autorisé à accueillir le sommet du Commonwealth, a dit Crawshaw.

« Le Commonwealth et les personnes qui assisteront à cette rencontre devront en profiter, ces prochains jours, pour attirer l'attention sur les atteintes aux droits humains commises au Sri Lanka et pour les condamner. En aucun cas il ne faut accorder au Sri Lanka la présidence de l'organisation pour les deux années à venir. »

Complément d'information

Lors d'une récente visite dans ce pays, la haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Navi Pillay, s'est dite consternée par l'intensification manifeste des mesures de surveillance et de harcèlement de la société civile sri-lankaise. Des groupes locaux de défense des droits humains ont rassemblé des informations sur une série d'autres mesures que le gouvernement a adoptées contre la société civile en prévision du sommet, dont la fermeture de toutes les universités du pays ; l'imposition de restrictions à la liberté de circulation des journalistes ; l'interdiction de plusieurs réunions de la société civile qui avaient pourtant été prévues ; la menace d'expulsion de parlementaires en visite, notamment australiens et néo-zélandais, en raison de leur engagement auprès de la société civile nationale.